



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le vendredi 13 mai 1977

Vol. 19 — No 36

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Rapports de commissions élues	
Rapport de la commission de la justice sur la sécurité des policiers de la SQ.	1055
Dépôt de documents	
Document relatif au sommet économique.	1055
Rapport annuel du Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports.	1055
Questions des députés	
Articles de la Presse intitulés: l'extrême gauche.	1055
Fonctionnarisme et nouveau gouvernement.	1056
Emission des plaques d'immatriculation.	1058
Personnel de cadre des Affaires sociales.	1059
Assurance-incendie des maisons anciennes.	1060
Conventions collectives des policiers de la CUM.	1060
Personnel des Expos au stade olympique.	1060
Droits linguistiques des Amérindiens.	1061
Conflit de travail à la Domtar de Donnacona.	1061
Travaux parlementaires.	1062
Ajournement.	1065

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le vendredi 13 mai 1977

(Dix heures douze minutes)

M. Richard (président): À l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
M. le député de Papineau.

**Rapport de la commission de la justice
sur la sécurité des policiers de la SQ**

M. Alfred: M. le Président, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente de la justice qui a étudié une question relative à la sécurité au travail des policiers de la Sûreté du Québec, notamment l'opportunité d'avoir, pour chaque véhicule automobile de patrouille, deux policiers pour chaque période de relève. Respectueusement soumis.

Le Président: Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom des députés.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
M. le ministre d'État au développement économique.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Document relatif au sommet économique

M. Landry: J'ai l'honneur de déposer le premier document d'appui du sommet économique, portant sur le travail.

Le Président: Document déposé.

M. le ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

**Rapport annuel du Conseil québécois
de la jeunesse, des loisirs, des sports**

M. Charron: J'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1975/76 du Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air.

Le Président: Rapport déposé

Période des questions orales
M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

**Articles de la Presse intitulés
l'extrême gauche**

M. Lavoie: J'aurais une question à poser au premier ministre, mais je crois qu'il est conféren-

cier, aujourd'hui, à Montréal. Je pourrais adresser ma question au vice-premier ministre, le ministre de l'Éducation. On s'est souvent scandalisé au Québec, par le passé — mes collègues d'en face s'en souviendront — du fait que plusieurs membres des partis traditionnels venaient des milieux financiers, d'affaires ou économiques et que, prétendument, ces membres auraient eu partie liée à ces agents de l'économie.

Différents articles, intitulés l'extrême gauche, paraissent dans la Presse depuis un certain temps, sous la signature du journaliste Jacques Benoît.

Les articles démontrent sans équivoque que la prise du pouvoir, le 15 novembre, par le Parti québécois a été facilitée par l'agitation constante de certains groupes en "iste", exclusion faite des libéralistes, fédéralistes, unionistes, créditistes — groupes qui ont créé délibérément des troubles sociaux au Québec et dont le point culminant de toute cette opération agitation sociale a été la dernière ronde de négociations des secteurs public et parapublic. Voici ma question. Suite à ces révélations et aux différentes précisions contenues dans ces articles, est-ce que le vice-premier ministre peut dire que lui-même et les membres du gouvernement se dissocient totalement de ces groupuscules et de leurs activités, et est-ce que le vice-premier ministre peut dire à cette Chambre que l'idéologie gauchiste et socialiste...

Une voix: La Pravda.

M. Lavoie: ...véhiculée par ces groupes va directement à l'encontre de l'idéologie du Parti québécois?

M. Burns: Avez-vous quelque chose contre les dentistes?

Le Président: M. le député de Papineau. M. le ministre délégué à l'environnement. Je comprends que c'est aujourd'hui vendredi 13, mais ce n'est pas un motif pour ridiculiser l'Assemblée nationale.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, j'aurais cru, à la teneur de la question, que nous étions plutôt le 1er avril. Je ferai simplement remarquer à cette Assemblée que la question était fondée sur une lecture pour le moins biaisée des articles en question.

Je les ai lus avec beaucoup d'attention, et j'imagine que les autres membres de cette assemblée l'ont fait, et nulle part dans ces articles n'ai-je vu le moindre lien entre ces groupes et le Parti québécois.

M. Lavoie: Dans ma question, M. le Président, je n'ai lié d'aucune façon ces groupes, que j'appelle subversifs, au Parti québécois. Je voudrais citer un ancien député de cette Chambre qui disait, et je fais mienne cette déclaration: "Je n'ai jamais relié le Parti québécois comme tel à ces groupes d'extrême gauche ou de gauche". Pour

terminer par une blague, je crois que la plupart des membres de ces groupes, par contre, ne votent pas pour les partis traditionnels et n'en font pas partie.

C'est la mise au point que je voulais faire.

Le Président: Je voudrais vous rappeler ce sur quoi vous avez attiré mon attention hier, c'est que la période des questions n'est pas là pour permettre des discours.

M. Lavoie: J'invoquais l'article 96, M. le Président, pour dire que je n'associais pas le Parti québécois à ces groupes. Je répète ma question au premier ministre. Est-ce qu'il peut faire une déclaration à cette Chambre — c'est un renseignement que je demande — à savoir: son parti et le gouvernement entendent et déclarent se dissocier totalement de ces groupes?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, je ne ferai pas de difficultés là-dessus. Si les groupes qui sont décrits dans ces articles sont vraiment tels qu'on les dépeint, je pense que cela est fort éloigné des politiques mises de l'avant par le Parti québécois. Le parti a fait savoir à qui voulait l'entendre qu'il désirait transformer fondamentalement le Québec sur les plans politique, social et économique et qu'il voulait apporter des réformes profondes à l'ensemble de notre vie publique. Mais il fera cela par des moyens pacifiques. Il a démontré, dois-je l'ajouter — il me semble que cela crève les yeux — par son comportement depuis plusieurs années, par la façon dont il a joué son rôle dans l'Opposition et dont il a pris le pouvoir le 15 novembre, qu'il était un parti essentiellement démocratique. Je ne vois aucune raison de nous écarter de cette ligne de conduite maintenant traditionnelle chez nous.

M. Lavoie: Question additionnelle, M. le Président.

À la suite de ces articles où on a bien identifié ces groupes et bien localisé leurs endroits d'influence, me rappelant également un article du Devoir mentionnant que certaines négociations dans le domaine de l'éducation, lors des dernières négociations, avaient échoué justement à cause de l'influence trotskiste peut-être au sein de la CEQ, est-ce que — c'est un article du Devoir, messieurs — le vice-premier ministre entend prendre les moyens pour que ces groupes puissent avoir moins d'influence? C'est la première partie de ma question additionnelle. Est-ce qu'il y a lieu pour le ministre du Travail ou pour d'autres de prendre les moyens, quant aux véritables travailleurs du Québec, dans leur meilleur intérêt, dans le meilleur intérêt du gouvernement actuel et dans le meilleur intérêt de la population, pour que ces groupes aient moins d'influence dans certaines négociations ou dans certains milieux bien déterminés? Je cite: Certains milieux hospitaliers, certains milieux des CLSC et de l'éducation également. Peut-on prendre les moyens pour que ces travailleurs prennent en main leur propre destinée eux-mêmes?

M. Morin (Sauvé): Le danger de ce genre d'intervention, c'est de lancer des chasses aux sorcières qui peuvent aboutir à mettre en cause des personnes qui jusqu'ici ont suivi un chemin tout à fait démocratique. Comme nous sommes un parti démocratique, que nous voulons constituer un gouvernement démocratique, nous n'allons certainement pas nous lancer dans de telles chasses.

Cependant, il est évident que des articles qui visent à informer l'opinion publique comme ceux qui sont parus dans la Presse récemment, ou dans d'autres journaux, ont pour effet d'informer la population et notamment les travailleurs sur ce qui se passe dans le sein de leurs propres organisations.

Je dis qu'il appartient d'abord aux travailleurs de s'occuper de leurs propres problèmes, qu'il n'appartient pas à l'État d'aller mettre son nez dans les affaires des syndicats, quels qu'ils soient. C'est à eux, je pense, que la responsabilité revient en premier lieu. L'État n'interviendra que si on contrevient aux lois; c'est à ce moment-là que le bras de l'État peut intervenir. Mais ne tentez pas d'obtenir de nous que nous nous lancions dans des chasses aux sorcières de la façon dont vous pourriez être tentés d'intervenir dans un dossier comme celui-là. Nous ne le ferons pas.

M. Lavoie: Dernière question. Est-ce que votre interprétation est à l'effet que le fond des articles rapportés quotidiennement par M. Benoît, cette semaine, dans le journal La Presse constitue une chasse aux sorcières?

M. Morin (Sauvé): Je viens de dire, M. le Président, que c'était de l'information. Seulement, cela pourrait facilement se transformer en chasse aux sorcières, si je suivais le leader de l'Opposition sur la pente glissante qu'il me propose ce matin.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

Une voix: Ils t'applaudissent.

Fonctionnarisme et nouveau gouvernement

M. Picotte: Merci. M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Fonction publique. Il a sans doute lu, comme moi, l'article qui a paru dans un journal sous la plume de M. Claude Piché où il parle d'une purge dans la fonction publique. Selon ce qu'une de ses collègues, la benjamine, le député des Îles-de-la-Madeleine, a déclaré, est-ce que le ministre pourrait dire à cette Assemblée s'il a l'intention de se rendre à la demande de son collègue des Îles-de-la-Madeleine, c'est-à-dire d'aller aux Îles-de-la-Madeleine mêmes et de faire ce qu'il a appelé une purge dans la fonction publique?

M. de Belleval: M. le Président, chaque changement de gouvernement s'accompagne de certains problèmes de transition et d'ajustements entre les nouveaux ministres et les fonctionnaires. Ayant vécu moi-même quelques-uns de ces chan-

gements à titre de fonctionnaire, je suis bien placé, je pense, pour apprécier les remarques et les difficultés actuelles. Vous vous souviendrez, en particulier, des remarques peu flatteuses à l'égard de la fonction publique qu'on avait entendues durant la campagne électorale de 1966 à l'égard de nombreux fonctionnaires qui étaient, à ce moment, vous vous en souvenez, tous libéraux. Vous vous souvenez aussi qu'après quelques mois les difficultés s'étaient graduellement aplanies et que les relations avaient de nouveau été cordiales entre l'administration nouvelle et le fonctionnarisme, et que la purge appréhendée n'avait pas eu lieu.

Cela a été conforme, d'ailleurs, aux règles démocratiques, fondamentales qui gouvernent toutes les fonctions publiques dans le monde occidental et qui sont une des victoires de la démocratie. Je me souviens aussi qu'en 1970, quand le nouveau gouvernement libéral a pris le pouvoir, — et j'étais, à ce moment, au coeur de la fonction publique — il y a eu aussi des difficultés d'ajustement, il y a eu une période de flottement et il y a eu des critiques adressées à l'égard de la fonction publique, et comme par hasard, un de ces critiques les plus directs, les plus acerbes, était aussi un député des Îles-de-la-Madeleine.

Je pense, M. le Président, que les difficultés actuelles vont aussi s'aplanir dans les mois qui vont venir. L'immense majorité des fonctionnaires, et c'est mon expérience à titre de fonctionnaire, est loyale au gouvernement. On ne peut nier, cependant, qu'il peut exister des cas particuliers. J'ai aussi été témoin de pareils cas, à la fois comme fonctionnaire et aussi, maintenant, comme ministre où, par exception — mais il en existe quand même — des fonctionnaires ne font pas preuve de toute la loyauté et de toute la compétence aussi auxquelles le gouvernement et l'ensemble de la population sont en droit de s'attendre.

Je le répète, M. le Président, ma conviction profonde est qu'il s'agit d'exceptions. Mais il est normal que ces exceptions existent surtout dans certaines régions où, il faut bien l'admettre, des fonctionnaires locaux ont été placés parfois comme hommes de confiance de certains députés ou de certains ministres, et où des difficultés plus aiguës se produisent. Là-dessus, je pense qu'il ne faut pas, non plus, se voiler la face et faire semblant qu'il n'y a aucun problème dans certaines régions ou dans certains ministères à certains niveaux. Il y en a. Et je suis très sensible aux critiques qui peuvent être formulées à cet égard. Ce contre quoi je m'élèverais, par exemple, cependant, c'est à une assimilation globale de ces cas particuliers à l'ensemble de la fonction publique.

Une voix: C'est un discours.

M. de Belleval: Je voudrais terminer, M. le Président. Je pense que le sujet est très important, parce que, comme je le disais tout à l'heure, il est au coeur même du fondement et des principes de nos démocraties. Je voudrais, en terminant, M. le Président, indiquer que des réformes de l'ensemble de la fonction publique ont été annoncées et

que, dans le cadre de ces réformes, une bonne partie des problèmes qui sont aujourd'hui soulevés pourront trouver une voie de solution.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Une question additionnelle, M. le Président. Le député a parlé, toujours selon l'article, d'une cinquième colonne. Peut-être qu'il pourrait pallier ce problème en nommant le député des Îles-de-la-Madeleine "Sweet Caporal" en charge de cette cinquième colonne et peut-être que cela corrigerait la situation.

Si le ministre de la Fonction publique est d'accord, en admettant qu'il existe une cinquième colonne — et le député est allé tellement loin — j'aimerais avoir ses commentaires là-dessus. Il a même dit que des petits mandarins ont presque le droit de vie ou de mort sur la population et bloquent des politiques fondamentales. Qu'en pense le ministre?

M. de Belleval: M. le Président, j'ai indiqué qu'effectivement il se pouvait que, dans certaines régions et à certains niveaux de la fonction publique, des fonctionnaires fassent preuve d'arrogance ou d'une certaine incompétence dans l'exercice de leurs travaux. Pour ma part, je le répète encore une fois, il s'agit d'exceptions et on ne peut assimiler ces exceptions à l'ensemble de la fonction publique.

Par ailleurs, aussi, je voudrais dire que si nous voulons, comme société, progresser véritablement, c'est ensemble que nous allons tous le faire, c'est-à-dire les corps professionnels, les fonctionnaires, le gouvernement, et j'inclus même l'Opposition. C'est dans cet esprit, je pense, que nous devons envisager l'avenir de ce point de vue.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: J'aurais aimé que le ministre réponde directement à ma question. Est-ce qu'il est d'accord, oui ou non, avec le député des Îles-de-la-Madeleine sur sa déclaration concernant la fonction publique au Québec, ou la condamnez-vous?

M. de Belleval: M. le Président, connaissant l'identité de l'ancien député des Îles-de-la-Madeleine, je serais le premier surpris si les problèmes qu'elle a soulevés, à l'égard...

M. Lavoie: Le présent député des Îles-de-la-Madeleine.

M. de Belleval: ...de certaines parties de la fonction publique aux Îles-de-la-Madeleine; je serais fort surpris si ces assertions n'avaient pas effectivement un brin de vérité.

M. Lalonde: Question additionnelle.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Le ministre a confirmé la loyauté de l'immense majorité des fonctionnaires mais il a laissé planer un doute dans l'esprit des membres de cette Assemblée à l'égard d'un certain nombre qu'il qualifie d'exceptionnels, c'est-à-dire qui constituent une exception. Je pense que le ministre va considérer, va admettre que cette déclaration, de sa part, peut laisser planer un doute dans l'esprit de plusieurs fonctionnaires.

A-t-il l'intention de faire connaître ces fonctionnaires déloyaux qui ont été mentionnés par le ministre et les dispositions qu'il a l'intention de prendre à leur égard ou quelle autre démarche il entend prendre pour purger la fonction publique, comme l'article le mentionne et comme il l'a confirmé, de ces fonctionnaires déloyaux?

M. de Belleval: Je n'ai certainement pas confirmé qu'il y aurait une purge à l'intérieur de la fonction publique; j'ai dit tout à fait le contraire. Ceci étant dit — et je pense que le député de Marguerite-Bourgeoys sera d'accord avec moi là-dessus; il a vécu lui aussi à l'intérieur de la fonction publique et il sait qu'il peut y avoir des cas particuliers, des cas problèmes — on ne peut pas jouer ici les vierges offensées de ce point de vue. Il existe et il existera toujours des cas marginaux et ce n'est pas l'endroit, ici, pour dévoiler des noms. Chaque ministre, chaque député a en son pouvoir, par les règles régulières, les moyens de faire connaître les cas au sujet desquels il aimerait que des redressements soient apportés.

Emission des plaques d'immatriculation

M. Bellemare: Ma question s'adresse au ministre des Transports. Au mois de février ou au commencement de mars, il nous a dit, dans cette Chambre, que les plaques d'immatriculation seraient probablement vendues, émises par les caisses populaires Desjardins. Nous avons vu, dernièrement, qu'il y a eu une protestation assez forte de la part de tout un secteur des caisses populaires de la région de Québec qui se sont opposées verbalement à cette décision. On a fait des pressions en haut lieu pour que cela ne se concrétise pas.

Le ministre peut-il nous dire, aujourd'hui, si ces protestations auprès des caisses populaires vont changer l'idée du gouvernement ou si les caisses populaires vont revenir sur leur décision et émettre les plaques d'immatriculation de l'année prochaine?

M. Lessard: J'ai pris connaissance des déclarations de certains représentants des caisses populaires concernant l'émission des plaques d'immatriculation. Cependant, les ponts ne sont pas rompus, nous sommes encore en négociations. J'aurai une réponse vers le 17 mai quant à la possibilité d'établir ce système à l'intérieur des caisses populaires. Dans le cas où les fédérations des caisses populaires ne voudraient pas accepter d'émettre les plaques d'immatriculation, nous avons d'autres solutions.

J'ai eu l'occasion de rencontrer, dans ma région, en particulier, certains représentants de caisses populaires qui, eux, se montrent très intéressés à émettre les plaques d'immatriculation.

Alors, il serait peut-être possible, au moins pour les régions les plus essentielles, d'envisager de faire émettre les plaques d'immatriculation par les caisses populaires, alors que, dans d'autres régions, on pourrait envisager d'autres possibilités comme les caisses d'économie ou encore les municipalités. Je ne vais pas jusqu'aux banques, parce que j'espère, en tout cas, que les caisses populaires vont accepter de donner ce service. Lorsqu'on dit que les caisses populaires sont là pour planifier les comptes de banque des individus ou gérer l'argent des individus, je me demande, par exemple, pourquoi on a accepté, dans les caisses populaires de la région de Québec, de vendre des billets de théâtre, de vendre des billets d'autobus, etc. Alors, je pense que c'est plus ou moins justifié, cette raison-là. Cependant, ce que je dois dire, c'est qu'il n'y a pas, en tout cas, de rupture de négociation; nous négocions encore et essayons de trouver des terrains d'entente.

M. Bellemare: Une question supplémentaire, M. le Président. Le ministre et le gouvernement ne croient-ils pas que la grande majorité de ceux qui délivrent présentement des plaques d'immatriculation sont des particuliers qui rendent des services, parfois dix-huit heures par jour, semaine et dimanche? Est-ce qu'on ne privera pas là énormément de gens qui bénéficiaient de ces services? Les caisses populaires, cela va être à heure fixe, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas. Cela redevient un système bureaucratique comme cela l'était autrefois avec le gouvernement. Le gouvernement n'aurait pas besoin de cela, si on ouvrait des bureaux dans certaines régions. Mais, on a ouvert des bureaux spécialisés, des bureaux privés pour desservir ceux qui en fin de semaine partent en voyage, ceux qui en fin de semaine changent de voiture, ceux qui en fin de semaine ont besoin d'un permis parce qu'ils l'ont perdu. On a là véritablement une foule de cas spéciaux qui rendent d'immenses services à la population et c'est pour cela qu'ont été établis ces services par des particuliers.

Le ministre prétend que les caisses populaires pourraient donner un meilleur service. Je ne pense pas que les caisses populaires, avec l'affluence qu'elles ont déjà de leurs clients, puissent donner un meilleur service que les bureaux privés. Il y a certains cas particuliers. Pardon?

M. Burns: Question.

M. Bellemare: Oui, merci, très bien. Ma question est toujours une question. Je peux dire que j'explique un peu ma question. Le ministre semble me comprendre, me saisir même, puis m'entendre. Ma question est celle-ci: Pourquoi changer un état de fait comme celui-là qui existe? Je comprends qu'il y a certains cas particuliers: dans mon comté, le vendeur de permis était un archiorganisateur...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Ma question, M. le Président, c'est que je remercie tous ceux qui m'ont suggéré l'idée de la question. Ma question c'est: Est-ce que le ministre ne pense pas qu'il va faire un plus grand dommage au point de vue humanitaire, au point de vue de la société, car il va déranger énormément de gens en confiant cela à un organisme qui donnerait un service bureaucratique comme le gouvernement en donne?

M. Lessard: M. le Président, si on envisage de changer le système, c'est en vue de l'améliorer. Il y a actuellement environ 250 bureaux privés qui émettent les plaques d'immatriculation. Avec les caisses populaires, nous aurions 1250 caisses populaires qui pourraient émettre les plaques d'immatriculation. Je pense qu'il y aurait là une amélioration du service assez considérable.

D'autre part, il y a aussi d'autres façons d'émettre les plaques d'immatriculation. Actuellement nous acceptons de donner des permis d'émission des plaques d'immatriculation à certains garages qui en font la demande, pour autant que ce service puisse se faire gratuitement.

Je ne pense pas qu'avec les heures d'ouverture que nous connaissons aux caisses populaires actuellement cette réforme pourrait compromettre les services qui sont accordés à la population. Il y a des moyens, comme on en a discuté en commission parlementaire, de corriger la situation. Je pense qu'il y aurait des améliorations en ce qui concerne le contrôle de l'argent, en ce qui concerne le contrôle des plaques, en ce qui concerne l'émission des plaques qui pourrait se faire dans beaucoup plus de bureaux si c'étaient les caisses populaires qui en faisaient l'émission, et je pense que le "rush" que nous connaissons au mois de février pourrait être moins important.

Si on négocie une modification du système, ce n'est pas pour donner un service moins bon à l'ensemble de la population, au contraire. Je pense bien que j'aurai l'occasion, si ces négociations se terminent positivement, de prouver aux députés ici à l'Assemblée nationale comme à la population que nous serons capables de donner un meilleur service.

M. Mailloux: M. le Président.

Le Président: M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: M. le Président, tantôt le ministre, dans sa réponse, a dit que les ponts n'étaient pas rompus. Quand le ministre a donné son énoncé de politique par une déclaration ministérielle à l'effet que dorénavant, au lieu d'aller vers les bureaux à commissions on irait vers les caisses populaires, est-ce que je dois comprendre qu'aucune négociation ou aucune acceptation n'avait été donnée à ce moment-là par la Fédération des caisses populaires du Québec?

M. Lessard: Je n'ai jamais fait de déclaration

ministérielle ici à l'Assemblée nationale concernant...

M. Mailloux: Pas à l'Assemblée nationale. C'est une déclaration faite à la presse par le ministre des Transports au mois de décembre.

M. Lessard: J'ai répondu ici à des questions qui m'ont été posées concernant les négociations parce que M. Alfred Rouleau avait fait connaître au public qu'il y avait des négociations entre le gouvernement du Québec et les caisses populaires. J'ai répondu aux questions. Quant à moi, j'ai rendu le fait public après que M. Alfred Rouleau eut parlé de ces négociations. Mais il y avait — pour répondre directement à la question — eu des négociations avec le président des caisses populaires, M. Alfred Rouleau, à ce sujet. Mais comme me l'indique M. Rouleau, on sait que les caisses populaires ont une grande autonomie et que le gouvernement ne peut pas imposer aux caisses populaires l'émission des plaques d'immatriculation.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Personnel de cadre des Affaires sociales

M. Samson: M. le Président, je voudrais adresser ma question au ministre des Affaires sociales. Est-ce que le ministre peut nous dire s'il est vrai qu'il y a actuellement des démarches d'entreprises auprès de lui par l'Association des cadres intermédiaires des Affaires sociales qui revendiquent un mécanisme de recours quelconque pouvant les protéger? Ces quelque 4000 cadres n'auraient actuellement aucun genre de protection et pourraient être congédiés d'un moment à l'autre sans qu'on leur donne d'explication. Est-ce que le ministre peut nous dire s'il est vrai que des discussions sont en cours présentement, et où en est rendu ce dossier?

M. Lazure: M. le Président, j'ai rencontré, il y a une dizaine de jours, l'exécutif de l'Association des cadres intermédiaires dans le réseau des Affaires sociales.

Effectivement, dans le moment, ce protocole signé il y a environ un an ou un an et demi entre l'association des hôpitaux, le ministère des Affaires sociales et l'Association des cadres, permet un certain genre de recours. Ce recours, en cas de congédiement ou d'injustice, est en grande partie valable seulement si l'institution veut bien y collaborer, un hôpital par exemple. Alors, cela a été satisfaisant dans la plupart des cas. Il reste que l'Association des cadres désire, au fond, avoir le statut d'un véritable syndicat et à cet effet je les ai référés à mon collègue, M. Couture.

M. Samson: M. le Président, est-ce qu'il me serait permis dans ce cas-là de poser une question supplémentaire à l'honorable ministre du Travail, qui a été saisi de cette question, pour lui demander s'il a eu le temps d'en prendre connaissance et

quelles sont les conclusions auxquelles il en arrive?

M. Couture: M. le Président, je vais prendre avis de la question et je vous donnerai une réponse la semaine prochaine.

Le Président: M. le député de Mercier.

Assurance-incendie des maisons anciennes

M. Godin: Merci, M. le Président. Patience et longueur de temps, etc. Ma question ne s'inspire pas de la lecture des gazettes du jour et s'adresse au ministre des Institutions financières. Dans le coeur de la ville de Montréal, dans les comtés, en particulier, de Saint-Jacques, Maisonneuve, Saint-Louis et Mercier, existent un certain nombre de maisons anciennes que les compagnies d'assurance refusent de couvrir ou pour lesquelles elles exigent des primes tellement élevées que les personnes y habitant ne peuvent pas se les payer. Y a-t-il des mesures prévues éventuellement pour que toutes ces maisons soient couvertes, d'une façon ou une autre, par ou l'entreprise privée ou une formule mixte ou un fonds d'indemnisation de façon que, en cas d'incendie, les victimes non seulement ne perdent pas tout mais puissent avoir ensuite le recours de se reloger, de se reconstruire ou de racheter ce qu'il leur faut?

Mme Payette: M. le Président, c'est une question qui nous préoccupe depuis plusieurs semaines au ministère parce que ce n'est pas la première fois, je crois, qu'il arrive des sinistres de cet ordre dans des villes comme Montréal et Québec. Devant la situation connue de l'impossibilité pour les citoyens de certains quartiers de se procurer de l'assurance, nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il faudrait mettre sur pied un centre de distribution des risques pour cette catégorie d'assurance.

Les fonctionnaires du ministère ont fait part de notre intention aux représentants du BAC, il y a quelques semaines, qui nous ont dit cependant que le problème n'existait pas tel que nous le décrivons. Eux disent que l'assurance n'est pas disponible dans certains cas à cause des conditions dangereuses pour l'incendie que représentent certains logements ou certaines sections de ces villes. Ils prétendent également qu'il faudrait faire respecter davantage les règlements municipaux en matière de construction et en matière d'entretien des logements.

Nous savons que cela ne représente qu'une partie du problème. Nous sommes quand même persuadés au ministère qu'il faut établir un centre de distribution des risques, si bien que nous allons continuer, au cours des prochaines semaines, à négocier avec les représentants du BAC des conditions qui conviennent pour l'établissement d'un tel centre.

Dans l'intervalle, je voudrais faire savoir cependant à ceux qui pourraient avoir du mal à trou-

ver de l'assurance qu'ils peuvent s'adresser au service des assurances du ministère et que jusqu'à maintenant nous avons réussi avec beaucoup d'efficacité à trouver de l'assurance pour ceux qui n'en trouvaient pas.

Le Président: M. le député de Verdun.

Conventions collectives des policiers de la CUM

M. Caron: M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Affaires municipales. Unanimement les maires des municipalités de banlieue de l'île de Montréal veulent avoir leur mot à dire dans les négociations des conventions collectives des policiers de la communauté urbaine.

À l'heure actuelle, les négociations des conventions collectives des 5200 policiers de la CUM relèvent exclusivement du conseil de sécurité publique. Je voudrais savoir du ministre ce matin si le ministre est prêt à endosser les maires de banlieue pour que la loi soit amendée et qu'ils aient un mot à dire.

Le Président: Le ministre des Affaires municipales.

M. Tardif: M. le Président, j'ai lu avec une agréable surprise que pour une rare fois les représentants de la ville de Montréal, les maires de banlieue et même le parti de l'Opposition à l'hôtel de ville sont unanimement d'accord pour que les élus en viennent à véritablement gérer ce qui est le service de loin le plus important de la communauté urbaine. Je l'ai appris par la voie des journaux, et sitôt qu'ils m'auront fait des représentations quant à des suggestions concrètes pour modifier la structure de la communauté urbaine, il me fera plaisir d'y procéder, d'autant plus que des représentations analogues m'ont été faites pour la Communauté urbaine de Québec en ce qui concerne le transport et la Communauté régionale de l'Outaouais, également en matière de transport, si bien que les trois dossiers, je pense, devront être rouverts très bientôt.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: M. le Président, vous m'aviez reconnu mais, à l'instant, je viens de m'apercevoir que le ministre d'État au développement économique vient de quitter la Chambre... Je demanderais peut-être de céder mon droit de parole à mon collègue de Mégantic-Compton.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

Personnel des Expos au stade olympique

M. Grenier: Je vous remercie, M. le Président. Une question au ministre responsable de la Régie

des installations olympiques. À la suite de la décision du ministre de retirer le privilège accordé aux Expos de prêter leur personnel à la Régie des installations olympiques pour tout autre événement devant avoir lieu au stade olympique, le ministre peut-il nous dire quelles raisons ont motivé sa décision?

M. Charron: M. le Président, je suis heureux de la question parce que cela me permet de rétablir un fait. Il ne s'agit pas du retrait d'un privilège aux Expos, aucunement, parce que jamais tel privilège n'avait été accordé dans l'entente avec les Expos. Au contraire, l'entente stipule que, lorsque la régie en sent le besoin, elle peut demander aux Expos de nous fournir leur personnel et les Expos doivent, sur-le-champ, le fournir si la régie le demande. Nous avons donc mis cette clause dans l'entente uniquement par précaution au cas où des événements nous obligeraient à réclamer du personnel supplémentaire. Mais il a toujours été entendu à la Régie des installations olympiques, et c'est le point qu'il m'est permis de rétablir ce matin, à cause de l'importance des installations et du fait que nous voulons conserver la gérance des installations olympiques qui sont une propriété publique, que la régie procéderait à l'embauche de son propre personnel pour les événements autres que les matchs de baseball qui ont lieu à l'intérieur du stade.

C'est ainsi que le premier événement à avoir lieu au stade, autre qu'un match de baseball, dans l'année 1977, est prévu pour le 27 mai prochain. C'est pourquoi, conformément à l'entente survenue au conseil d'administration de la régie — j'étais présent à ce moment-là — la régie procède actuellement à des appels d'offres, ce qui nous permettra de donner du travail occasionnel à des étudiants, à des travailleurs de Montréal au nombre de 300 à 400 pour les différents événements qui y sont prévus.

Le député se rappellera qu'au moment de la commission parlementaire, j'ai mentionné que nous avions, en ce moment, à peu près une quinzaine de réservations pour des événements devant être tenus au stade. C'est pour ces événements que la régie procédera à l'embauche de son personnel.

M. Grenier: Question additionnelle. Est-ce que le ministre est d'accord avec la déclaration du président des Expos, M. Renaud, disant qu'il en coûtera beaucoup plus cher de prendre son propre personnel à la RIO plutôt que chez les Expos?

M. Charron: C'est un fait, M. le Président, que cela va coûter plus cher, en un sens, au départ, puisqu'il va nous falloir, plutôt que de payer 7% d'administration aux Expos à chaque fois qu'on aurait eu besoin de leur personnel, procéder à l'embauche. Donc, nous devons tenir une administration en ce sens. J'ai vu, comme le député, la déclaration de M. H. Renaud des Expos. Le chiffre mentionné est absolument irréaliste puisque, de toute façon, nous devons procéder à l'achat de

costumes pour le personnel d'accueil à l'intérieur des installations olympiques, parce qu'il n'est absolument pas question que, pour d'autres événements qui seront tenus dans le stade, ce soit le costume des Expos qui soit utilisé. La Régie des installations olympiques a déjà procédé à un appel d'offres pour la fabrication de ses costumes, qui devraient être disponibles pour la fin du mois de mai prochain.

Le Président: Une dernière question. M. le député de Mont-Royal.

Droits linguistiques des Amérindiens

M. Ciaccia: Ma question s'adresse au ministre d'État au développement culturel. À la suite d'une question que j'avais posée sur l'entente de la baie James et du Nord québécois, et le projet de loi no 1, et à la suite d'une question de privilège où j'avais soutenu que le ministre avait induit la Chambre en erreur par sa réponse, le ministre m'a répondu que c'était une tempête dans un verre d'eau, c'est-à-dire que ce n'était pas important.

Le ministre pourrait-il me dire pourquoi il n'attache pas d'importance à ce sujet et pas d'importance, me semble-t-il, M. le Président, à la vérité?

M. Laurin: M. le Président, si j'ai parlé de tempête dans un verre d'eau, ce n'est pas parce que le problème des autochtones du Nord ne me semble pas important, mais simplement que le député de Mont-Royal continue à faire une tempête sur le fait qu'il y a eu mépris sur la personne. J'ai dit que j'avais rencontré le Conseil des bandes, alors qu'il était convaincu que j'avais dit avoir rencontré le grand conseil des Cris. C'est uniquement sur ce point que porte la méprise.

Quant au fond du problème, j'ai dit, et je continue de le répéter, que c'est l'intention du gouvernement de respecter intégralement l'entente signée entre le gouvernement, l'association des Inuit et l'association des Cris. S'il y a des questions qui se posent encore, ou des objections qui se posent, nous les étudierons dans l'esprit du respect intégral et profond de l'entente, car il s'agit pour nous de respecter les droits des peuples fondateurs de ce pays.

Le Président: Fin de la période des questions. Affaires du jour.

M. Pagé: M. le Président...

Le Président: On m'a signalé que le ministre du Travail voulait répondre à des questions qui ont été posées antérieurement. M. le ministre du Travail.

Conflit de travail à la Domtar de Donnacona

M. Couture: Merci, M. le Président. En effet, c'est pour répondre à la demande que le député

de Portneuf me faisait hier. Il disait: Quels gestes le ministère du Travail veut-il poser à la suite du vote des travailleurs de la Domtar de Donnacona rejetant la proposition du conciliateur? J'ai analysé avec beaucoup d'attention ce dossier; j'en ai discuté avec le service de conciliation et des relations de travail et j'en viens à la proposition suivante. Je dois dire, d'abord, que ce conflit dure depuis plusieurs mois et qu'il affecte 600 travailleurs. Je crois que j'aurai la collaboration du député de Portneuf pour qu'au-delà de nos divergences politiques on essaie, peut-être, de chercher ensemble un règlement à ce conflit difficile.

Il y a, au Canada, 126 usines de la Domtar et 119 ont réglé sans formule d'indexation, dont plusieurs au Québec. Grâce au militantisme, je dois dire, et à la détermination des travailleurs de Donnacona, je crois qu'ils sont arrivés à obtenir, pour la seule usine de Domtar au Canada, une formule d'indexation avec, selon la proposition du conciliateur, un plafonnement possible à la troisième année, un plafonnement de \$0.30.

Sachant que l'adhésion de la partie patronale à cette proposition du conciliateur est déjà assez difficile et ayant des indications importantes que les chances d'aller plus loin sont passablement minces, je dois dire, pour prendre toutes mes responsabilités comme ministre du Travail, pour chercher un règlement et pour éviter que le conflit ne se prolonge longtemps, que je soutiens entièrement la recommandation actuelle du conciliateur. Je demande fortement à la partie patronale de l'accepter et à la partie syndicale de réviser ses positions.

En conséquence, j'ai demandé au directeur du service des relations de travail, M. Yvan Blain, et à M. Désilets qui s'est ajouté dans la conciliation — il est directeur du service de conciliation — de convoquer la partie syndicale dès lundi et ensemble de chercher les explications nécessaires pour lesquelles il ne serait pas possible de vraiment arriver à un règlement. Je pense que les chances de règlement sont difficiles, mais cela m'apparaît actuellement la seule voie possible, soit d'évaluer les raisons qui les poussent à refuser cette proposition du conciliateur.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Vous me permettez une petite question. Je remercie le ministre d'avoir donné suite à l'engagement qu'il formulait, hier, de donner ses commentaires définitifs sur le conflit, ce matin. Le ministre a formulé le vœu qu'il aimerait avoir ma collaboration. Je lui dis que ma collaboration lui est acquise depuis déjà longtemps, puisqu'il y a déjà six mois, j'étais au dossier, je lui demandais de nommer un médiateur. Je comprends que le ministre veuille régler ce conflit dans les plus brefs délais et qu'il prenne les moyens que, lui, juge opportuns pour les régler en convoquant les parties pour lundi matin.

M. le Président, vous me permettez cette question. La partie syndicale a formulé le vœu, mercredi soir, que le ministre procède à la nomination d'un médiateur. Est-ce à dire qu'il refuse la

demande formulée de nomination d'un médiateur ou s'il juge plus opportun, encore une fois, d'attendre et de laisser courir un délai avant de procéder à cette nomination?

M. Couture: M. le Président, j'ai dit ceci, et cela me paraît assez clair, pour moi, la seule possibilité de règlement à la Domtar de Donnacona, c'est sur la base de la recommandation du conciliateur actuel. Je crois que c'est arrivé dans certains conflits, on demande aux parties de réviser ou de réévaluer leur position. C'est le prochain geste que nous faisons lundi. J'espère que nous y arriverons, parce que cela me paraît assez important, actuellement, que les parties réfléchissent sérieusement aux conséquences d'un tel refus.

M. Pagé: M. le Président, dernière petite question. Est-ce que le ministre serait disposé à faire état, mardi, lors de l'ouverture de la Chambre, de l'avancement du dossier, suite aux rencontres qui auront lieu lundi? Est-ce que je pourrais savoir du ministre s'il se propose d'être présent à ces rencontres?

M. Couture: Je ne serai pas présent à ces rencontres, mais mardi, il me fera plaisir de faire état de ces rencontres.

Le Président: Affaires du jour.

Travaux parlementaires

M. Burns: M. le Président, avant de proposer l'ajournement de la Chambre, j'ai remis d'ailleurs, ce matin, aux représentants des divers partis d'Opposition le programme qui est encore partiel pour la semaine prochaine, mais qui représente, dans les grandes lignes, les vœux que le gouvernement aimerait voir, si vous voulez, le travail que le gouvernement aimerait voir effectuer la semaine prochaine.

Ce matin, M. le Président, après l'ajournement de la Chambre, nous aurons deux commissions, soit, à la salle 81-A, la commission de l'agriculture qui poursuivra l'examen des crédits du ministère de l'Agriculture; au salon rouge, la commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui poursuivra l'examen des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce. En même temps, immédiatement après l'ajournement, à la salle 91-A, la sous-commission de la commission de l'Assemblée nationale sur le problème de la télédiffusion et la radiodiffusion des débats se réunira pour la première fois. Donc, M. le Président, après l'ajournement, deux commissions et une sous-commission siégeront.

Maintenant, mardi prochain, le 17 mai, à compter de 10 heures précises — je l'espère bien — trois commissions se réuniront. D'abord, au salon rouge, la commission des affaires sociales commencera l'examen des crédits du ministère des Affaires sociales; à la salle 81-A, la commission parlementaire des finances et du revenu poursuivra l'étude des crédits du ministère des Fi-

nances et du Conseil du trésor; à la salle 91-A les crédits du ministère de l'Immigration, à la commission parlementaire du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, débiteront.

C'est pour le moment les indications que j'ai à vous donner quant à nos travaux.

Sur ce, M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux parlementaires à mardi quinze heures.

M. Lavoie: M. le Président, si je comprends bien, mardi toute la journée, c'est tel qu'inscrit sur votre document.

M. Burns: Mardi, à moins de changements inattendus, de dernière minute, cela voudrait dire que dans l'après-midi nous ajournerons encore la Chambre, après la période de questions, et nous aurons, à ce moment-là, les crédits de l'Agriculture, des Finances, du Conseil du trésor et de l'Immigration, qui se poursuivront aux différents endroits indiqués et la même chose durant la soirée de mardi.

M. Lavoie: Et mercredi? Vous avez les Affaires sociales.

M. Burns: Je n'ai, jusqu'à ce moment-ci, pour la matinée, fixé que les Affaires sociales, qui, je présume, ne seront pas terminées. Il y aura deux autres commissions que je n'ai pas désignées pour le moment, pour la raison bien simple qu'il est possible que l'une ou l'autre des autres commissions qui siègent le mardi n'auront pas terminé leurs travaux. C'est une de celles-là, en principe, qui va venir s'inscrire mercredi si ce n'est pas terminé.

Si, par exemple, le ministère de l'Immigration n'a pas terminé l'examen de ses crédits, il y aura le ministère de l'Immigration; ou encore, si, par hasard, le ministère des Finances et le Conseil du trésor n'ont pas terminé l'examen des crédits, ils viendront s'ajouter mercredi matin. Quant à l'après-midi de mercredi prochain, il y aura poursuite de l'examen des crédits du ministère des Affaires sociales et il y a une motion en Chambre; donc, je ne pourrai pas faire siéger plus d'une commission.

M. Levesque (Bonaventure): Et l'industrie et le commerce?

M. Burns: L'industrie et le commerce, ce matin.

M. Levesque (Bonaventure): Et si ce n'était pas terminé?

M. Burns: Si ce n'est pas terminé, probablement que ce sera l'une des commissions qu'on pourra rappeler mercredi prochain. C'est pour cela que j'ai laissé une ouverture quant à mercredi matin.

M. Lavoie: Notre consœur de L'Acadie nous

demande à quel moment vous entendez convoquer de nouveau la commission des affaires culturelles.

M. Burns: C'est dans les possibilités de mercredi.

Mme Lavoie-Roux: Pas mardi?

M. Burns: Non, pas mardi.

M. Lavoie: Samedi ou dimanche!

M. Burns: Mardi, de façon ferme et de façon définitive, c'est: affaires sociales, finances, immigration. C'est de façon très ferme. Les affaires sociales, dans l'après-midi et dans la soirée, seront remplacées par l'agriculture.

M. Bellemare: Avant de demander le vote enregistré, je voudrais dire au leader que nous vous sommes bien reconnaissants de nous donner ce factum, cette préparation; cela nous aide beaucoup dans notre préparation à l'étude des crédits. Il n'y a pas de retard et c'est très utile, nous vous en sommes reconnaissants.

M. Burns: Merci, foule en délire!

M. Bellemare: D'ailleurs, je me suis permis, ce matin, de lui envoyer un billet pour le féliciter de son autorité sur les ministres quant à leur présence en Chambre.

M. Léger: Vous n'auriez pas pu le dire quand les journalistes étaient là?

M. Charron: ... sur vingt-quatre.

M. Bellemare: Un vendredi 13! Je voudrais vous annoncer, comme on le fait pour le temps un peu à l'avance, que mercredi prochain c'est la motion de l'Union Nationale et cela portera...

M. Burns: Sur cela, je m'excuse. C'est un document privé que je vous ai remis, et je ne veux pas m'immiscer, c'est une décision qui appartient au président. Mon document a fait allusion à une motion de l'Union Nationale, mais je ne veux pas que ce soit considéré comme une décision de ma part d'avoir accordé à l'Union Nationale une motion. C'est un problème qui ne me concerne pas. Tout ce que je sais, c'est que le mercredi c'est une motion de l'Opposition. Je ne veux pas que vous teniez pour acquis, parce que le document mentionne une motion de l'Union Nationale, que le gouvernement a décidé que c'était une motion de l'Union Nationale; c'est un problème qui relève du président de l'Assemblée nationale et des partis de l'Opposition.

M. Bellemare: D'accord, mais la tradition veut que, la motion du Parti libéral étant terminée, les deux semaines étant écoulées, le parti de l'Union Nationale vienne avec sa motion, et il vous en

donne l'avis. Si vous ne voulez pas d'avis, je n'ai pas d'objection à ne pas vous en donner, mais mercredi prochain on fera notre motion telle qu'enregistrée à l'article 50 du feuillet de mercredi dernier.

M. Samson: M. le Président...

M. Lavoie: M. le Président...

M. Samson: ...c'est peut-être une question qui ressemblerait à la vôtre. Je voudrais, M. le Président, vous demander des directives à savoir à quel moment une motion qui peut être inscrite à mon nom pourrait être appelée. Quel mercredi? Y a-t-il un protocole d'entente quelconque? Je sais que dans le règlement il n'est pas spécifié que c'est tel parti, cela appartient à tous les députés.

Alors, est-ce que, M. le Président, vous pourriez me dire...?

M. Lavoie: M. le Président, sur la même question, j'aurais une demande de directive à vous faire. Le député de Johnson mentionnait une certaine tradition. Je voudrais faire mes commentaires sur cette tradition qui avait été préalablement établie dans la Législature précédente, et je crois qu'il y a assez de témoins en cette Chambre pour confirmer mes prétentions. C'est que si on fait un tour d'horizon depuis le début de la présente session, dès après le débat sur le message inaugural, la première motion avait été accordée au Parti libéral, à l'Opposition officielle. Après des négociations que vous avez tenues avec le whip en mon absence, votre décision a été d'accorder la deuxième motion à l'Union Nationale, même si les prétentions du whip, à ce qu'on me rapporte, étaient que cette deuxième motion devait appartenir à l'Opposition officielle, tel que cela avait été fait dans la dernière Législature où l'Opposition officielle, le Parti québécois de l'époque... Il y avait une certaine analogie entre la période des questions et les motions, et deux mercredis de suite, c'était accordé, à ce moment-là, à l'Opposition officielle qui a un statut quand même reconnu, spécial et privilégié. Dans l'ancienne Législature, la précédente, régulièrement, deux motions étaient accordées au Parti québécois et la troisième aux tiers partis de l'époque.

Je voudrais aujourd'hui invoquer les droits de l'Opposition officielle. Déjà, la deuxième motion de la présente session a été accordée à l'Union Nationale, la troisième à l'Opposition officielle, que nous avons terminée mercredi dernier. Je voudrais bien, dans le respect des coutumes, des traditions et du statut privilégié de l'Opposition officielle, que la motion de mercredi prochain soit accordée à l'Opposition officielle, sans vouloir brimer quelque droit que ce soit aux autres partis.

M. Bellemare: M. le Président, il y a, je pense, des droits acquis dans cette Assemblée qu'on va faire respecter, si vous voulez. J'étais ici bien avant le député de Laval et je pense que les droits acquis veulent que cette tradition a été conçue par

eux. Ce n'est pas une tradition qui a été établie par le Parlement. Cela, je ne l'accepterai jamais. C'est clair, jamais!

Une voix: Bravo pour vous!

M. Bellemare: Le Parti libéral a eu, à part cela, depuis le commencement, une motion privilégiée — il ne le dit pas là — qui a duré deux semaines, une motion privilégiée qu'on a discutée de bonne foi puis démocratiquement, mais là il va venir nous passer un sapin pour dire que l'Union Nationale, qui est un parti reconnu par une loi, un parti qui a des droits, des privilèges, va être mis au rancart, en arrière. Il y a assez longtemps... Quand j'étais sur le banc d'en arrière tout seul, que je n'avais pas de droits, puis que j'étais obligé de les supplier et de leur faire des belles façons pour en avoir... J'ai mon maudit voyage! C'est non, M. le Président.

On a des droits et on est reconnu comme un vrai parti dans cette Chambre et on va alterner, très bien. Si c'est cela, la bonne tradition, je suis bien prêt. Bien plus que cela, M. le Président, si jamais le député veut faire une motion sur notre temps à nous, je suis prêt à lui céder notre tour. Eux ne le feront pas, par exemple, mais moi je suis prêt à le faire, pour être démocratique et vous donner la chance de vous exprimer. Vous n'aurez pas besoin de quêter, je vais vous l'offrir, pour vous montrer ma largeur de vue et mon esprit véritablement démocratique, et pas mesquin. C'est mesquin, mesquin, vouloir enlever à un parti reconnu ses droits, ses privilèges, quand on a été foulés aux pieds pendant des années. Une minute, M. le Président! Je vous demande, à vous qui avez du bon sens, qui êtes le défenseur de ces pauvres, de ces malheureux, de ces faibles qui sont dans l'Opposition, de nous reconnaître tels que nous sommes, surtout quand il a recours à la tradition qui date de son parti, quand il était au pouvoir, mais pas avant, pas vrai.

M. Burns: M. le Président...

M. Samson: M. le Président, j'invoque l'article 91 pour vous demander encore une fois quelles dispositions seront prises. L'article 91 est assez clair, je pense. Il dit: "Un député peut présenter une motion de fond relative à des affaires d'intérêt public qui ne peut être discutée qu'au cours de deux séances consécutives du mercredi, etc.". Il ne s'agit pas de motions qui viennent d'un parti quelconque ou privilégiées. Il ne s'agit pas, non plus, de générosité en provenance d'un parti envers un autre. Il s'agit d'un droit qui est donné à tous les députés en cette Chambre. Si je regarde bien l'article 91, cela veut dire que les députés ministériels pourraient aussi faire des motions de fond le mercredi.

Donc, M. le Président, c'est un droit qui n'est pas réservé à un parti ou à des partis, mais un droit qui est réservé à des députés comme tels. C'est en fonction de quoi je vous demande quand je pourrai présenter la motion qui est inscrite au feuillet en mon nom.

M. Burns: M. le Président, il me semble que c'est une demande de directive qui vous est adressée tant par les représentants de l'Opposition officielle et de l'Union Nationale que par le député de Rouyn-Noranda. J'ajoute que je partage l'avis que vient d'exprimer le député de Rouyn-Noranda que des députés ministériels pourraient, à l'occasion, utiliser la journée du mercredi. Je pense que le règlement, à l'article 91, n'exclut pas cette possibilité.

J'ajoute donc, M. le Président, quant à cette demande collective de directive, que je ne veux pas m'immiscer, non plus, dans le problème qui est posé apparemment entre le député de Laval et celui de Johnson. Je veux essayer de les pacifier. Je voudrais qu'ils soient gentils l'un à l'égard de l'autre. Cela me surprend quand ils se chicanent entre eux et qu'ils ne m'engueulent pas, surtout quand ils viennent de me faire des félicitations directement. Je les apprécie, d'ailleurs, et je remercie le député de Johnson.

Pour revenir à l'aspect sérieux de la question, il serait, je pense, important que vous nous émettiez une directive générale quant à l'utilisation de ce mercredi, tout en tenant compte des représentations du député de Rouyn-Noranda et des deux représentants de l'Opposition, ainsi que de la possibilité qu'un député ministériel, à un moment donné, je ne sais pas à quelle période, puisse utiliser cette période pour une motion. À cette fin, M. le Président, je vous suggère — je serai prêt à collaborer avec vous et avec mes collègues si jamais c'est votre décision — que nous ayons une réunion des leaders parlementaires, quitte à y inviter le député de Rouyn-Noranda, puisqu'il y a un intérêt certain dans ce problème et le député de Beauce-Sud aussi.

M. Bellemare: M. le Président, question de règlement. L'article 91 est bien explicite, c'est sûr, mais je vous suggérerais aussi, si vous aviez le temps, de lire l'article 4 qui dit que "dans un cas non prévu dans les règles — comme cela se présente — de procédure ou dans un cas de divergence d'opinions sur l'interprétation d'une règle de procédure, le président décide en tenant compte des usages de l'Assemblée nationale depuis son origine", pas depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral.

Le Président: M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: M. le Président, me référant justement à cette dernière intervention du député de Johnson, j'ai répondu personnellement au nom

du leader de l'Opposition officielle à la convocation que vous aviez faite des leaders parlementaires de l'Opposition aux fins de clarifier cette situation. Je m'y suis rendu au nom de mon parti et du leader de l'Opposition officielle et peut-être vous souvenez-vous...

M. Bellemare: Non, je n'y étais pas. Je ne me ferai pas "couillonner" certain par vous.

M. Lamontagne: Est-ce que c'est à moi de parler, M. le Président?

Une voix: Oui.

M. Lamontagne: Je vais parler, mais ce n'est pas l'émotion ou le trémolo dans la voix du député de Johnson qui va m'émouvoir ce matin. Des sanglots pour nous émouvoir! Vous nous avez convoqué. J'ai répondu à votre appel. Je vous ai fait une proposition que vous avez refusée. Vous nous avez fait une proposition que j'ai acceptée et cette proposition a été faite devant tous les officiers de la Chambre.

Je pense que cette proposition que vous avez faite vous-même et que j'ai acceptée répond justement à cette invitation de l'honorable député de Johnson, que c'est vous-même qui décidez. Alors votre décision, vous l'avez rendue déjà. Et en vertu de cette décision que vous m'avez déjà communiquée, je demande que votre décision soit respectée.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda, je vous réponds plus spécifiquement ainsi qu'au leader du gouvernement et à tous les autres leaders, que j'émettrai une directive générale à très brève échéance. Et quant à la semaine prochaine, la motion sera accordée à l'Opposition officielle,

M. Burns: Sur ce, M. le Président, je propose l'ajournement des travaux à mardi quinze heures.

Le Président: Est-ce que cette motion sera acceptée?

M. Lavoie: Adopté.

M. Burns: Adopté.

Le Président: Adopté. Alors l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, quinze heures.

(Fin de la séance à 11 h 21)